

N. 91 — 2922 (91 — 2060)

29 MEI 1991. — Besluit van de Vlaamse Executieve tot inrichting van het jachtexamen. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 9 augustus 1991 leze men op blz. 17531 in de nederlandse tekst, in de opsomming van de stof van vak III, het woord « buksen » na het woord « hagelpatronen » en vóór het woord « kogelpatronen ».

F. 91 — 2922 (91 — 2060)

29 MAI 1991. — Arrêté de l'Exécutif flamand organisant l'examen de chasse. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 9 août 1991 il y a lieu de lire à la page 17531 du texte néerlandais, dans l'énumération du programme de la matière III, le mot « buksen » après le mot « hagelpatronen » et avant le mot « kogelpatronen ».

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 91 — 2923

3 JUILLET 1991. — Décret fixant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des fédérations sportives et des organes de coordination (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — De la reconnaissance des fédérations sportives

Article 1^{er}. Au sens du présent décret, est considérée comme fédération sportive, toute association qui a pour objet le développement de la personne humaine par la pratique d'activités nécessitant un effort physique, sous la forme de rencontres individuelles ou collectives, de compétitions ou de déclassement, et la diffusion de ces activités.

Art. 2. La prise en considération de la demande de reconnaissance d'une fédération sportive ne peut se faire que si celle-ci remplit les conditions minimales suivantes :

1^o relever de la Communauté française au sens de l'article 59 bis, § 4, de la Constitution et faire usage exclusif du français pour tout acte d'administration;

2^o avoir une complète autonomie de gestion;

3^o avoir une activité sportive régulière;

4^o être constituée en association sans but lucratif conformément à la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique et en respecter toutes les dispositions;

5^o avoir son siège dans la Région de langue française ou dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale;

6^o fédérer un nombre équilibré de cercles correspondant à son objet dans au moins trois des provinces suivantes : Hainaut, Liège, Luxembourg, Namur, Brabant en ce qui concerne exclusivement l'arrondissement de Nivelles et la Région bilingue de Bruxelles-Capitale;

7^o compter au moins 250 membres qui pratiquent effectivement les activités sportives concernées et qui lui sont affiliés par l'intermédiaire de cercles dont aucun ne peut être affilié à plus d'une fédération sportive;

8^o être dirigée par un organe de gestion composé d'au moins sept membres élus par les membres de l'association ou par les représentants des cercles qui lui sont affiliés, dont un représentant au moins est un pratiquant effectif au sein de la fédération;

9^o s'assurer de ce que les cercles affiliés soient gérés par un organe de gestion composé de membres élus par les membres individuels inscrits et en ordre d'affiliation;

10^o compter au moins une année d'existence et d'activité sportive régulière au moment de l'introduction de la demande de reconnaissance;

11^o tenir une comptabilité régulière;

12^o imposer à ses membres et aux membres des cercles affiliés le paiement d'une cotisation dont le montant minimum est fixé par l'assemblée générale de l'association;

13^o a) s'assurer de ce que les éventuelles mesures disciplinaires prévues par les statuts ou par tout règlement pris en application desdits statuts, garantissent aux membres l'exercice de leurs droits à la défense et à l'information préalable des sanctions potentielles;

b) interdire toute sanction ou exclusion de l'association en cas de recours devant les tribunaux de l'ordre judiciaire d'un affilié contre l'association, l'un de ses membres ou l'un de ses cercles;

14^o a) garantir à ses membres la possibilité d'être, à leur demande, transférés à un autre cercle au plus tard un an après l'expiration de la période de transfert qui suit leur demande; une période de transfert ne pouvant durer plus d'un mois;

b) permettre à tout membre âgé de moins de douze ans d'être transféré sans condition à un autre cercle à l'issue de la période de transfert visée au a) ci-dessus;

(1) Session 1990-1991

Documents du Conseil. — N^o 183, n^o 1 : Projet de décret; n^o 2 : Rapport; n^o 3 : Amendements.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 18 juin 1991.

15° soit interdire à l'occasion de transferts l'octroi ou l'acceptation par les membres et les cercles affiliés intéressés de toute indemnité ou de tout avantage en nature et déterminer les sanctions de la violation de cette interdiction, soit prévoir, à l'occasion des transferts, l'octroi au cercle cédant par le club accueillant, d'indemnités compensatoires de formation dont les montants maxima sont fixés préalablement, suivant des critères objectifs connus de l'ensemble des membres et tenant compte de l'âge, de la durée de la formation et du niveau sportif du membre transféré, aucune indemnité ne pouvant être réclamée, ni versée pour la durée de la formation inférieure à deux ans dans le club cédant ou à l'occasion du transfert d'un membre âgé de moins de 14 ans accomplis ou de plus de 35 ans;

16° prendre toutes dispositions afin que soient couvertes par une assurance la responsabilité civile et la réparation des dommages corporels de ses membres et des membres des cercles affiliés qui pratiquent effectivement les activités visées à l'article 1^{er};

17° soumettre à une surveillance médicale régulière, au minimum tous les ans, ses membres et les membres des cercles affiliés qui pratiquent une activité sportive nécessitant un effort physique important;

18° prévoir des dispositions interdisant et sanctionnant l'utilisation par ses membres et les membres des cercles affiliés de substances et moyens de dopage dont la liste est fixée par une commission médicale fédérale et comprenant au moins la liste établie par l'Exécutif;

19° accepter l'inspection de ses activités et le contrôle des documents comptables et administratifs par les fonctionnaires habilités à cet effet;

20° a) communiquer annuellement la liste des cercles affiliés ainsi que le nombre de membres répartis par tranches d'âge et par sexe de chacun de ceux-ci;

b) inscrire dans ses statuts les dispositions conformes aux 1° à 5°, 8°, 9° et 11° à 18° et communiquer ses statuts et autres règlements annexés et toutes modifications qui leur sont apportées.

Art. 3. La reconnaissance est accordée par l'Exécutif, après avis du Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air. Elle est valable pour une durée de six années.

Dans son avis, le Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air doit notamment envisager :

1° le nombre de membres affiliés, compte tenu de la discipline sportive pratiquée;

2° les conditions de l'assurance obligatoire prévue à l'article 2, 16°;

3° la justification de la reconnaissance éventuelle d'une nouvelle fédération sportive eu égard au nombre de fédérations déjà reconnues ou en voie de reconnaissance dans la même discipline ou dans des disciplines similaires;

4° la liste des critères objectifs permettant d'établir le montant des indemnités compensatoires de formation versées à l'occasion des transferts, dont question à l'article 2, 15°;

5° la liste des sanctions prévues en cas de non-respect des dispositions de l'article 2, 18°, visant l'interdiction de l'utilisation de substances dopantes;

6° les relations organiques éventuelles avec les instances sportives internationales.

L'Exécutif détermine, à l'occasion de la reconnaissance d'une fédération et après l'avis du Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, si l'obligation de surveillance médicale prévue à l'article 2, 17°, s'applique à l'association visée compte tenu de l'intensité de l'effort physique nécessaire à la pratique de la discipline sportive concernée.

Art. 4. La reconnaissance est suspendue ou retirée par l'Exécutif après avis du Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, lequel doit notamment envisager si les conditions visées à l'article 2 sont toujours remplies.

Art. 5. L'Exécutif détermine la procédure pour l'octroi de la reconnaissance, son refus, sa suspension ou son retrait.

La procédure visée à l'alinéa 1^{er} règle le recours contre la décision de refus, de suspension ou de retrait de reconnaissance. Le recours contre la décision de suspension ou de retrait est suspensif.

Art. 6. Sans préjudice des possibilités de recours devant les tribunaux de l'ordre judiciaire, toute contestation née à l'occasion de l'application des dispositions concernant les transferts, en ce qu'elles concernent les conditions visées par l'article 2, 14° et 15°, peut être portée devant une commission d'application dont la composition et les règles de fonctionnement sont fixées par l'Exécutif. Le recours à ladite commission ne peut avoir lieu qu'après épuisement des procédures fédérales.

CHAPITRE II. — De la reconnaissance du Comité olympique et interfédéral belge

Art. 7. Le Comité olympique et interfédéral belge, peut être reconnu pour autant qu'il remplisse les conditions suivantes :

1° être constitué en association sans but lucratif conformément à la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique et en respecter toutes les dispositions;

2° avoir son siège dans la Région de langue française ou dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale;

3° avoir une activité régulière correspondant à son objet;

4° être dirigé par un organe de gestion composé d'au moins vingt membres dont la moitié au moins est d'expression française, et à cette fin, s'engager par son règlement d'ordre intérieur, à donner la possibilité aux fédérations membres de désigner des délégués d'expression française pour l'élection des administrateurs d'expression française;

5° avoir une structure interne permettant de distinguer et d'organiser les activités exercées exclusivement au sein de la Communauté française;

6° fournir une liste du personnel occupé en fonction de l'activité exercée et en y distinguant les membres d'expression française sur base du dernier diplôme d'études obtenu;

7° faire gérer et administrer les actions organisées au sein de la Communauté française ou à son bénéfice par du personnel d'expression française;

8° tenir une comptabilité régulière permettant de distinguer les dépenses et les recettes enregistrées et les actions effectuées en faveur d'organismes ou de manifestations par rapport auxquels la Communauté française est compétente;

9° accepter, dans le cadre des dépenses réputées admissibles visées aux articles 21 et 22 du présent décret, l'inspection de ses activités et le contrôle des documents comptables et administratifs par les fonctionnaires habilités à cet effet;

10° inscrire dans ses statuts les dispositions conformes aux 1°, 2° et 4° et communiquer ses statuts et autres règlements annexes et toutes modifications qui leur sont apportées.

Art. 8. Les dispositions des articles 3, § 1^{er}, et 5 ci-dessus sont applicables pour la reconnaissance du Comité olympique et interfédéral belge.

Art. 9. Un comité d'accompagnement composé pour moitié de représentants de la Communauté française et pour moitié du Comité olympique et interfédéral belge est chargé de veiller aux bonnes relations entre la Communauté française et le Comité olympique.

CHAPITRE III

Section 1^{re}. — De la reconnaissance d'associations de coordination

Art. 10. Plusieurs fédérations sportives poursuivant des activités similaires ou acceptées comme telles peuvent former une association de coordination, lorsqu'elles ne pourraient satisfaire seules aux conditions fixées à l'article 2, 6° et 7°, ou ne pourraient être reconnues en vertu de l'article 3, § 2, 3°.

Art. 11. Des associations de coordination constituées par des fédérations sportives peuvent être reconnues conformément aux articles 3 et 5 pour autant qu'elles remplissent les conditions suivantes :

1° les fédérations sportives qui sont membres de l'association de coordination doivent satisfaire aux conditions fixées par l'article 2, 1°, 3° à 5° et 8° à 20°;

2° l'association de coordination doit satisfaire aux conditions fixées par l'article 2.

Art. 12. Les fédérations sportives ne peuvent être membres que d'une seule association de coordination visée à la présente section et ne peuvent être reconnues qu'en application du chapitre 1^{er}.

Section 2. — De la reconnaissance d'une association interfédérale

Art. 13. L'Exécutif peut reconnaître une association interfédérale constituée de fédérations sportives reconnues ayant pour objectif la coordination du mouvement sportif dans le domaine socio-économique.

Art. 14. La reconnaissance peut être accordée à l'association interfédérale si celle-ci remplit les conditions suivantes :

1° regrouper un ensemble de fédérations francophones affiliées aux fédérations internationales correspondantes reconnues officiellement par le Comité olympique international et représentant au minimum les deux tiers de ces fédérations internationales;

2° être constituée en association sans but lucratif conformément à la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique et en respecter toutes les dispositions;

3° avoir son siège dans la Région de langue française ou dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale;

4° compter au moins une année d'existence et d'activité régulière au moment de l'introduction de la demande de reconnaissance;

5° être dirigée par un organe de gestion composé d'au moins dix représentants élus par les membres de l'association;

6° tenir une comptabilité régulière;

7° inscrire dans ses statuts des dispositions conformes au présent article et communiquer ses statuts et autres règlements annexes, ainsi que toutes les modifications qui leur sont apportées.

CHAPITRE IV

De l'octroi de subventions de fonctionnement aux fédérations sportives reconnues

Art. 15. L'Exécutif octroie des subventions de fonctionnement aux fédérations sportives reconnues. Dans la limite des crédits budgétaires, chaque fédération sportive reconnue bénéficie d'une subvention annuelle de fonctionnement comprenant :

1° une partie forfaitaire;

2° une intervention dans les dépenses de personnel;

3° une intervention dans les dépenses relatives aux activités accomplies.

Art. 16. La partie forfaitaire de la subvention annuelle de fonctionnement, prévue à l'article 15, 1°, est fixée par l'Exécutif. Elle est liée aux fluctuations de l'indice général des prix à la consommation. Elle ne peut dépasser la moitié des frais relatifs aux activités prestées prises en considération pour le calcul de la subvention annuelle de fonctionnement.

Art. 17. L'intervention dans les dépenses de personnel, prévue à l'article 15, 2°, couvre une partie des rémunérations payées par la fédération à son personnel employé, durant l'année civile antérieure, à temps plein ou à temps partiel, avec un minimum équivalent à un mi-temps.

Les rémunérations visées à l'alinéa précédent comprennent le montant brut du traitement, du pécule de vacances et des allocations ou indemnités de fin d'année ainsi que les cotisations ou interventions payées par l'employeur en vertu de la législation en matière de sécurité sociale.

L'Exécutif fixe le montant maximum de la rémunération à prendre en considération, en tenant compte de la nature des fonctions exercées, de l'âge des membres du personnel concerné, de leur ancienneté de service au sein de la fédération sportive et, éventuellement, d'autres conditions concernant certaines exigences minimales de qualification.

L'Exécutif fixe le pourcentage maximum d'intervention ainsi que le nombre de membres du personnel dont la rémunération peut être prise en considération pour le calcul de la subvention, en tenant compte du nombre de membres individuels affiliés aux fédérations sportives.

Art. 18. L'intervention dans les dépenses relatives aux activités accomplies, prévue à l'article 15, 3°, couvre un pourcentage, fixé par l'Exécutif en tenant compte de leur nature et pouvant varier de 50 à 75 p.c., des dépenses réputées admissibles de la fédération sportive au cours de l'année civile antérieure.

L'Exécutif détermine la nature et le plafond des dépenses réputées admissibles en application du § 1^{er} ainsi que l'éventuelle prise en considération des recettes enregistrées par la fédération sportive.

L'Exécutif détermine le pourcentage d'intervention applicable à chacune des dépenses réputées admissibles.

Art. 19. Au cours du premier semestre de chaque année, une avance peut être versée à la fédération sportive, sur la subvention afférente à l'année en cours.

Cette avance ne peut être supérieure à 50 p.c. du total de la subvention de fonctionnement octroyée à la même fédération sportive pour l'année précédente.

A l'occasion de l'engagement par la fédération sportive d'un nouveau membre du personnel, une avance spécifique peut être accordée à la fédération sportive dès la date de cet engagement, dans des conditions fixées par l'Exécutif.

Art. 20. L'Exécutif détermine les formes et délais dans lesquels les éléments nécessaires au calcul des subventions de fonctionnement et à leurs éventuelles avances sont fournis par la fédération sportive.

En vue de la justification de l'utilisation des subventions, les fédérations sportives sont tenues de conserver pendant cinq ans les documents justificatifs et de les présenter sur place au contrôle des fonctionnaires habilités.

Tout ou partie de subvention non justifiée, peut être récupérée sur les montants de toutes subventions accordées ultérieurement à la fédération sur la base du présent décret ou de textes réglementaires.

CHAPITRE V

De l'octroi de subventions de fonctionnement au Comité olympique et interfédéral belge (COIB)

Art. 21. Le Comité olympique et interfédéral belge peut recevoir, s'il est reconnu en application du présent décret, des subventions annuelles de fonctionnement dont le montant et les conditions d'octroi sont fixés conformément aux dispositions du chapitre IV.

Art. 22. Seules les dépenses exposées par le Comité olympique et interfédéral belge relatives à des activités exercées exclusivement au sein de la Communauté française, ou à son bénéfice, et figurant comme telles dans la comptabilité dudit Comité, peuvent être retenues pour le calcul de sa subvention de fonctionnement.

CHAPITRE VI

De l'octroi de subventions de fonctionnement aux associations de coordination

Art. 23. Les associations de coordination reconnues peuvent recevoir des subventions annuelles de fonctionnement dont le montant et les conditions d'octroi sont déterminés conformément aux dispositions du chapitre IV.

Art. 24. L'association de coordination pourra bénéficier, conformément à l'article 17, de l'intervention dans les dépenses du personnel.

Art. 25. Les fédérations qui composent l'association de coordination peuvent bénéficier de la partie de la subvention de fonctionnement relative aux activités accomplies, et ce dans les limites fixées par l'article 18.

Art. 26. L'association de coordination pourra bénéficier de la partie forfaitaire de la subvention de fonctionnement conformément à l'article 15, 1^o, sans qu'elle puisse dépasser la moitié des frais relatifs aux activités accomplies prises en considération pour le calcul de la subvention annuelle de fonctionnement des fédérations qui la composent.

CHAPITRE VII. — Dispositions transitoires et finales

Art. 27. Tout organisme reconnu en application du présent décret est tenu de faire mention, et dans tout document, de cette reconnaissance.

Art. 28. Le décret du 22 décembre 1977, modifié par celui du 18 décembre 1984, fixant les conditions de reconnaissance des fédérations sportives et les conditions d'octroi de subventions de fonctionnement à ces fédérations est abrogé.

Art. 29. La reconnaissance accordée aux fédérations sportives au sens du décret du 22 décembre 1977 cesse de produire ses effets lors de la reconnaissance de ces fédérations conformément au présent décret et au plus tard un an après l'entrée en vigueur de celui-ci.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 juillet 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,
chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme
et des relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Fr. GUILLAUME

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 91 — 2923

[S — 29509]

**3 JULI 1991. — Decreet tot vaststelling van de voorwaarden
voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de sportfederaties
en de coördinatieorganen**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — De erkenning van de sportfederaties

Artikel 1. In de zin van dit decreet, wordt als sportfederatie beschouwd, elke vereniging die tot doel heeft de menselijke persoon te ontwikkelen door de beoefening van activiteiten die een fysieke inspanning vereisen, in de vorm van individuele of collectieve ontmoetingen, voor competitie of ontspanning, en die activiteiten te verspreiden;

Art. 2. De aanvraag tot erkenning van een sportfederatie kan slechts in aanmerking genomen worden indien deze federatie aan de volgende minimale voorwaarden voldoet :

- 1° afhangen van de Franse Gemeenschap in de zin van artikel 59bis, § 4 van de Grondwet en uitsluitend de Franse taal gebruiken voor elke daad van beheer;
- 2° een volledige beheersautonomie hebben;
- 3° geregeld sportactiviteiten organiseren;
- 4° opgericht zijn als vereniging zonder winstoogmerk, overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 waarbij de rechtspersoonlijkheid wordt toegekend aan de verenigingen zonder winstoogmerk en aan de instellingen van openbaar nut, en al de bepalingen ervan naleven;
- 5° haar zetel hebben in het Frans taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad;
- 6° een evenwichtig aantal clubs in een bond verenigen die met haar doelstelling overeenstemmen in ten minste drie van de volgende provincies : Henegouwen, Luik, Luxemburg, Namen, Brabant voor wat uitsluitend het arrondissement Nijvel betreft, en het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad;
- 7° ten minste 250 leden die effectief de betrokken sportactiviteiten beoefenen en die bij haar aangesloten zijn via clubs, waarvan geen enkele mag aangesloten zijn bij meer dan één sportfederatie;
- 8° onder de leiding staan van een beheersorgaan, samengesteld uit ten minste zeven leden gekozen door de leden van de vereniging of door de vertegenwoordigers van de clubs die bij haar aangesloten zijn, onder wie ten minste een vertegenwoordiger een werkelijke beoefenaar is in de federatie;
- 9° zich ervan vergewissen dat de aangesloten clubs beheerd worden door een beheersorgaan, samengesteld uit leden gekozen door de individuele leden die ingeschreven zijn en in orde met de aansluiting;
- 10° sedert ten minste één jaar bestaan en gedurende die tijd geregeld sportactiviteiten georganiseerd hebben op het ogenblik van de indiening van de aanvraag tot erkenning;
- 11° een regelmatige boekhouding voeren;
- 12° haar leden en de leden van de aangesloten clubs verplichten een bijdrage te betalen waarvan het minimumbedrag bepaald wordt door de algemene vergadering van de vereniging;
- 13° a) zich ervan vergewissen dat de eventuele tuchtmaatregelen, bepaald bij de statuten of bij elk reglement genomen in toepassing van bedoelde statuten, de uitoefening van de rechten van de leden op verdediging en op voorafgaande inlichtingen over de potentiële sancties vrijwaren;
- b) elke sanctie of uitsluiting uit de vereniging beletten in geval van beroepinstelling bij de rechtbanken van de Rechterlijke Orde door een aangeslotene tegen de vereniging, een van haar leden of een van haar clubs;
- 14° a) haar leden de zekerheid geven dat ze op eigen aanvraag hun transfer naar een andere club kunnen bekomen uiterlijk één jaar na het verstrijken van de transferperiode die volgt op hun aanvraag; een transferperiode mag niet langer zijn dan één maand;
- b) ieder lid van minder dan twaalf jaar de toelating geven zonder voorwaarden naar een andere club over te gaan na de transferperiode, bedoeld in hogervermeld lid a);

Zitting 1990-1991

Stukken van de Raad. — Nr. 183, nr. 1 : ontwerp van decreet; nr. 2 : verslag; nr. 3 : amendementen.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Zitting van 18 juni 1991.

15° ofwel ter gelegenheid van transfers, verbod opleggen aan de leden en de betrokken aangesloten clubs om 't even welke vergoeding of welk voordeel in natura toe te kennen of te aanvaarden, en de sancties bepalen voor de overtreding van dit verbod, ofwel ter gelegenheid van transfers, voorzien in de toekenning, door de club die het lid ontvangt aan de club die het lid afstaat, van compensatievergoedingen voor opleiding waarvan de maximale bedragen voorafgaand zijn vastgesteld volgens objectieve criteria die door al de leden gekend zijn en die rekening houden met de leeftijd, de duur van de opleiding en met het sportief niveau van het lid dat zijn transfer heeft bekomen, met dien verstande dat geen enkele vergoeding noch geëist, noch gestort mag worden voor de duur van een opleiding van minder dan twee jaar in de club die het lid afstaat of ter gelegenheid van de transfer van een lid beneden de volle leeftijd van vertien jaar of dat ouder is dan vijfendertig jaar;

16° alle schikkingen treffen om de burgerlijke aansprakelijkheid en de vergoeding van de lijfschade van haar leden en de leden van de aangesloten clubs die de in artikel 1 bedoelde activiteiten werkelijk beoefenen, door een verzekering te dekken;

17° ten minste eenmaal per jaar haar leden en de leden van de aangesloten clubs, die een sportactiviteit beoefenen waarvoor een belangrijke fysieke inspanning is vereist, geregeld een medisch onderzoek doen ondergaan;

18° maatregelen bepalen waarbij voor haar leden en de leden van de aangesloten clubs het gebruik wordt verboden en bestraft van dopingprodukten en -middelen waarvan de lijst, die ten minste de door de Executieve opgemaakte lijst moet omvatten, door een federale medische commissie wordt opgesteld;

19° aanvaarden dat haar activiteiten worden gecontroleerd en dat haar boekhoudkundige en administratieve documenten worden nagezien door de daartoe gemachtigde ambtenaren;

20° a) jaarlijks de lijst mededelen van de aangesloten clubs en het aantal leden, onderverdeeld per leeftijdsgroepen en geslacht, voor elk van deze clubs;

b) in haar statuten de bepalingen opnemen die overeenstemmen met 1° tot 5°, 8°, 9° en 11° tot 18°, en haar statuten en andere bijbehorende reglementen alsmede alle aangebrachte wijzigingen mededelen.

Art. 3. De erkenning wordt door de Executieve toegekend, na advies van de Hoge Raad voor Lichamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevens van de Franse Gemeenschap. Zij is geldig gedurende zes jaar.

In zijn advies moet de Hoge Raad voor Lichamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevens van de Franse Gemeenschap inzonderheid rekening houden met :

1° het aantal aangesloten leden, rekening houdend met de beoefende sportdiscipline;

2° de voorwaarden van de verplichte verzekering, bedoeld bij artikel 2, 16°;

3° de verantwoording van de eventuele erkenning van een nieuwe sportfederatie, gelet op het aantal federaties die reeds erkend zijn of op weg om erkend te worden in dezelfde sportdiscipline of in soortgelijke disciplines;

4° de lijst van de objectieve criteria, waarmee het mogelijk wordt het bedrag van de compensatoire vergoedingen voor opleiding te bepalen die gestort worden ter gelegenheid van de transfers, waarvan sprake in artikel 2, 15°;

5° de lijst van de sancties, voorzien ingeval de bepalingen van artikel 2, 18°, bedoeld om het gebruik van dopingprodukten te verbieden, niet nageleefd worden;

6° de eventuele organieke betrekkingen met de internationale sportinstanties.

De Executieve beslist ter gelegenheid van de erkenning van een federatie en na advies van de Hoge Raad voor Lichamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevens van de Franse Gemeenschap of de verplichting inzake medisch toezicht, bedoeld bij artikel 2, 17°, van toepassing is op bedoelde vereniging, rekening houdend met de intensiteit van de fysieke inspanning, vereist voor de beoefening van bedoelde sportdiscipline.

Art. 4. De erkenning wordt opgeschort of ingetrokken door de Executieve na advies van de Hoge Raad voor Lichamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevens van de Franse Gemeenschap; deze Raad moet inzonderheid onderzoeken of de in artikel 2 bedoelde voorwaarden nog steeds vervuld zijn.

Art. 5. De Executieve bepaalt de procedure voor de toekenning, de weigering, de opschorting of de intrekking van de erkenning.

De in lid 1 bedoelde procedure regelt het beroep tegen de beslissing de erkenning te weigeren, op te schorten of in te trekken. Het beroep tegen de beslissing deze op te schorten of in te trekken is opschortend.

Art. 6. Onverminderd de mogelijkheden tot beroep bij de rechtbanken van de Rechterlijke Orde, kan elke betwisting, gerezen ter gelegenheid van de toepassing van de bepalingen inzake transfers, voor zover zij op de in artikel 2, 14° en 15° bedoelde voorwaarden betrekking hebben, voor een commissie voor toepassing gebracht worden, waarvan de samenstelling en de werkingsregelingen door de Executieve worden bepaald. Het beroep bij bedoelde commissie kan slechts ingesteld worden nadat al de federale procedures werden aangewend.

HOOFDSTUK II. — *De erkenning van het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité*

Het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité kan erkend worden voor zover het aan de volgende voorwaarden beantwoordt :

1° opgericht zijn als vereniging zonder winstoogmerk, overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 waarbij de rechtspersoonlijkheid wordt toegekend aan de verenigingen zonder winstoogmerk en aan de instellingen van openbaar nut, en al de bepalingen ervan naleven;

2° zijn zetel hebben in het Frans taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad;

3° geregeld activiteiten organiseren die met zijn doelstelling overeenstemmen;

4° onder de leiding staan van een beheersorgaan, samengesteld uit ten minste twintig leden, onder wie ten minste de helft franstalig zijn en zich daartoe door zijn huishoudelijk reglement verbinden aan de aangesloten federaties de mogelijkheid te bieden franstalige afgevaardigden aan te wijzen voor de verkiezing van franstalige beheerders;

5° een interne structuur hebben die toelaat de activiteiten die uitsluitend worden uitgeoefend in de Franse Gemeenschap te onderscheiden en te organiseren;

6° een lijst van het tewerkgestelde personeel bezorgen volgens de uitgeoefende activiteit en de franstalige leden erin aanstippen op basis van het laatst behaalde schooldiploma;

7° de activiteiten georganiseerd in de Franse Gemeenschap of in haar voordeel laten beheren en besturen door franstalig personeel;

8° een regelmatige boekhouding voeren waarmee de geboekte inkomsten en uitgaven en de acties ondernomen ten voordele van instellingen of manifestaties waarvoor de Franse Gemeenschap bevoegd is, kunnen worden onderscheiden.

9° in het kader van de als aanvaardbaar beschouwde uitgaven, bedoeld bij de artikelen 21 en 22 van dit besluit aanvaarden dat zijn activiteiten worden gecontroleerd en dat de boekhoudkundige en administratieve documenten worden nagezien door de daartoe gemachtigde ambtenaren;

10° in zijn statuten de bepalingen overeenkomstig 1°, 2° en 4° opnemen, en zijn statuten en andere bijbehorende reglementen en alle aangebrachte wijzigingen mededelen.

Art. 8. De bepalingen van de hogervermelde artikelen 3, § 1, en 5 zijn van toepassing voor de erkenning van het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité.

Art. 9. Een begeleidingscomité, voor de helft samengesteld uit vertegenwoordigers van de Franse Gemeenschap en voor de andere helft uit leden van het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité is er mee belast te zorgen voor de goede verstandhouding tussen de Franse Gemeenschap en het Olympisch Comité.

HOOFDSTUK III

Afdeling 1. — De erkenning van coördinatieverenigingen

Art. 10. Verschillende sportfederaties die soortgelijke of als dusdanig aanvaarde activiteiten ontplooiën kunnen een coördinatievereniging vormen indien zij op hun eigen niet zouden kunnen beantwoorden aan de in artikel 2, 6° en 7°, bepaalde voorwaarden of indien zij niet zouden kunnen erkend worden krachtens artikel 3, § 2, 3°.

Art. 11. De coördinatieverenigingen gevormd door sportfederaties, kunnen erkend worden overeenkomstig de artikelen 3 en 5 voor zover zij beantwoorden aan de volgende voorwaarden :

1° de sportfederaties die lid zijn van de coördinatievereniging moeten beantwoorden aan de voorwaarden, bepaald bij artikel 2, 1°, 3° tot 5° en 8° tot 20°;

2° de coördinatievereniging moet beantwoorden aan de voorwaarden bepaald bij artikel 2.

Art. 12. De sportfederaties mogen slechts lid zijn van één coördinatievereniging bedoeld bij deze afdeling en kunnen slechts erkend worden in toepassing van hoofdstuk I.

Afdeling 2. — De erkenning van een interfederale vereniging

Art. 13. De Executieve kan een interfederale vereniging erkennen die samengesteld is uit erkende sportfederaties die als doelstelling de coördinatie van de sportbeweging op sociaal en economisch vlak hebben.

Art. 14. De erkenning kan toegekend worden aan de interfederale vereniging indien deze beantwoordt aan de volgende voorwaarden :

1° een geheel van franstalige federaties verenigen die aangesloten zijn bij de daarmee overeenstemmende internationale federaties die officieel erkend zijn door het Internationaal Olympisch Comité en die ten minste de twee derde van deze internationale federaties vertegenwoordigen;

2° opgericht zijn als vereniging zonder winstoogmerk, overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 waarbij de rechtspersoonlijkheid wordt toegekend aan de verenigingen zonder winstoogmerk en aan de instellingen van openbaar nut, en al de bepalingen ervan naleven;

- 3° haar zetel hebben in het Frans taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad;
- 4° ten minste één jaar bestaan en gedurende die tijd geregeld sportactiviteiten georganiseerd hebben op het ogenblik van de indiening van de aanvraag tot erkenning;
- 5° onder de leiding staan van een beheersorgaan, samengesteld uit ten minste tien vertegenwoordigers, gekozen door de leden van de vereniging;
- 6° een regelmatige boekhouding voeren;
- 7° in haar statuten bepalingen opnemen die overeenstemmen met dit artikel en haar statuten en andere bijbehorende reglementen alsmede alle aangebrachte wijzigingen mededelen.

HOOFDSTUK IV. — *De toekenning van werkingstoelagen aan de erkende sportfederaties*

Art. 15. De Executieve kent werkingstoelagen toe aan de erkende sportfederaties. Binnen de perken van de begrotingskredieten ontvangt elke erkende sportfederatie een jaarlijkse werkingstoelage bestaande uit :

- 1° een vast gedeelte;
- 2° een tegemoetkoming in de personeelsuitgaven;
- 3° een tegemoetkoming in de uitgaven in verband met de gevoerde activiteiten.

Art. 16. Het vast gedeelte van de jaarlijkse werkingstoelage, bedoeld bij artikel 15, 1°, wordt vastgesteld door de Executieve. Het is gekoppeld aan de schommelingen van het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen. Het mag niet hoger zijn dan de helft van de kosten voor de gevoerde activiteiten die in aanmerking komen voor de berekening van de jaarlijkse werkingstoelage.

Art. 17. De tegemoetkoming in de personeelsuitgaven, bedoeld bij artikel 15, 2°, dekt een gedeelte van de bezoldigingen betaald door de federaties aan haar personeel tewerkgesteld gedurende het vorig burgerlijk jaar met volledige of deeltijdse dagtaak, met een minimum dat overeenstemt met een halftijdse arbeidstaak. De in vorig lid bedoelde bezoldigingen omvatten het brutobedrag van de wedde, van het vakantiegeld en van de eindejaarstoelagen of -vergoedingen alsook de bijdragen of tegemoetkomingen die door de werkgever worden betaald krachtens de wetgeving inzake sociale zekerheid.

De Executieve stelt het maximaal bedrag vast van de in aanmerking te nemen bezoldiging, rekening houdend met de aard van de uitgeoefende functies, de leeftijd van de betrokken personeelsleden, hun dienstanciënniteit in de sportfederatie en eventueel andere voorwaarden betreffende bepaalde minimale kwalificatie-eisen.

De Executieve bepaalt het maximaal percentage van de tegemoetkoming alsmede het aantal personeelsleden wier bezoldiging in aanmerking kan genomen worden voor de berekening van de toelage, rekening houdend met het aantal individuele leden, aangesloten bij de sportfederaties.

Art. 18. De tegemoetkoming in de uitgaven voor de gevoerde activiteiten, bedoeld bij artikel 15, 3°, dekt een percentage vastgesteld door de Executieve, rekening houdend met hun aard en dat kan schommelen tussen 50 en 75 pct. van de als aanvaardbaar beschouwde uitgaven van de sportfederatie tijdens het vorig burgerlijk jaar.

De Executieve bepaalt de aard en het maximaal bedrag van de als aanvaardbaar beschouwde uitgaven, in toepassing van § 1 alsmede de eventuele inaanmerkingneming van de door de sportfederatie geboekte inkomsten.

De Executieve bepaalt het percentage van de tegemoetkoming dat kan toegepast worden op elke als aanvaardbaar beschouwde uitgave.

Art. 19. Tijdens het eerste semester van elk jaar kan een voorschot worden gestort aan de sportfederatie op de toelage die betrekking heeft op het lopende jaar.

Dit voorschot mag niet hoger zijn dan 50 pct. van het totaal bedrag van de werkingstoelage toegekend aan diezelfde sportfederatie voor het vorige jaar.

Ter gelegenheid van de indienstneming door de sportfederatie van een nieuw personeelslid kan een specifiek voorschot aan de sportfederatie worden toegekend vanaf de datum van deze indienstneming onder de door de Executieve bepaalde voorwaarden.

Art. 20. De Executieve bepaalt de vormen en de termijnen volgens welke de gegevens, nodig voor de berekening van de werkingstoelagen en voor hun eventuele voorschotten, door de sportfederatie worden bezorgd.

Met het oog op de verantwoording van de aanwending van de toelagen, zijn de sportfederaties ertoe verplicht de bewijsstukken gedurende vijf jaar te bewaren en deze ter plaatse voor te leggen aan de ambtenaren gemachtigd om controle uit te oefenen.

Het geheel of een gedeelte van de toelage dat niet wordt verantwoord, kan worden afgetrokken van de bedragen van alle toelagen die later worden toegekend aan de federatie op basis van dit decreet of van reglementaire teksten.

HOOFDSTUK V. — *De toekenning van werkingstoelagen
aan het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité (BOIC)*

Art. 21. Het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité kan, indien het erkend wordt in toepassing van dit decreet, jaarlijkse werkingstoelagen ontvangen waarvan het bedrag en de voorwaarden voor de toekenning vastgesteld worden overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk IV.

Art. 22. Kunnen enkel in aanmerking genomen worden voor de berekening van zijn werkingstoelage, de uitgaven gedaan door het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité voor activiteiten die uitsluitend worden uitgeoefend in de Franse Gemeenschap of in haar voordeel en die als dusdanig voorkomen in de boekhouding van bedoeld Comité.

HOOFDSTUK VI. — *De toekenning van werkingstoelagen aan de coördinatieverenigingen*

Art. 23. De erkende coördinatieverenigingen kunnen jaarlijkse werkingstoelagen ontvangen waarvan het bedrag en de voorwaarden voor de toekenning vastgesteld worden overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk IV.

Art. 24. De coördinatievereniging kan overeenkomstig artikel 17 de tegemoetkoming in de personeelskosten genieten.

Art. 25. De federaties die de coördinatievereniging vormen kunnen het gedeelte van de werkingstoelage krijgen dat betrekking heeft op de gevoerde activiteiten en dit in de bij artikel 18 bepaalde perken.

Art. 26. De coördinatievereniging kan het vaste gedeelte van de werkingstoelage krijgen overeenkomstig artikel 15, 1°, zonder dat het hoger mag zijn dan de helft van de kosten voor de gevoerde activiteiten die in aanmerking komen voor de berekening van de jaarlijkse werkingstoelage van de federaties waaruit zij bestaat.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 27. Elke instelling erkend in toepassing van dit decreet moet deze erkenning in alle documenten vermelden.

Art. 28. Het decreet van 22 december 1977, gewijzigd bij het decreet van 18 december 1984, houdende vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van de sportfederaties en van de voorwaarden voor de toekenning van werkingstoelagen aan vernoemde federaties, wordt opgeheven.

Art. 29. De erkenning toegekend aan de sportfederaties in de zin van het decreet van 22 december 1977, heeft geen uitwerking meer vanaf de erkenning van deze federaties overeenkomstig dit decreet en uiterlijk één jaar nadat dit decreet in werking is getreden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 3 juli 1991.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,
belast met Cultuur en Communicatie,
V. FEAUX

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,
F. GUILLAUME